

Lyon 3e

# Expulsion de 280 personnes à La Part Dieu : les élus interpellent la Métropole

Maire écologiste du 3<sup>e</sup>, Marion Sessieq a choisi, pour ouvrir la séance du conseil d'arrondissement, le sort des 280 personnes qui vivent dans les bâtiments de la place de Milan, à deux pas de la gare de la Part-Dieu. Elle a interpellé Béatrice de Montille, élue du 3<sup>e</sup> mais aussi à la Métropole.

La question posée est celle « de la dignité ». La maire (Les Écologistes) du 3<sup>e</sup> arrondissement, Marion Sessieq, a choisi, parfois avec émotion, d'évoquer le sort des 280 personnes qui occupent un bâtiment vacant de la place de Milan, propriété de la Métropole. Cette dernière a engagé une procédure d'expulsion devant le tribunal pour des raisons de sécurité. L'audience doit se tenir ce 12 juin.

Déclarant souscrire pleinement au courrier adressé à la présidente de la Métropole par les quatre députés de gauche



Depuis le 6 mars, 280 femmes et enfants occupent un bâtiment vide appartenant à la collectivité. Photo d'archives Laura Pierrez

lyonnais — Marie-Charlotte Garin (Les Écologistes), Anaïs Belouassa-Cherifi (LFI), Sandrine Runel (PS) et Boris Tavernier (Les Écologistes) — demandant la suspension de toute procédure d'expulsion « tant qu'aucune solution d'hébergement digne n'est proposée », l'élue indique s'être rendue sur place pour « constater la réalité de la situation » et « mettre des visages et des parcours derrière

des chiffres ».

## « Il révisé à la lumière de son téléphone »

Elle évoque notamment cet adolescent de 15 ans, scolarisé au collège Raoul-Dufy, qui révisé à la lumière de son téléphone faute d'électricité. Ou encore Marta, en recherche d'emploi, qui ramasse chaque jour les déchets autour de la place de Milan pour « se rendre utile ».

« J'entends parfois que l'évacuation de ces lieux serait justifiée par le caractère indigne des conditions de vie actuelles. Mais peut-on considérer qu'une expulsion, sans alternative concrète et durable, constituerait une réponse plus digne ? », interroge Marion Sessieq. « Nous avons vu ici un espoir simple et légitime : pouvoir rester dans ces lieux tant qu'aucun projet immobilier ne nécessite leur départ. »

Pour Raphaël Paoli (LFI), « ces femmes ne demandent pas de privilège, elles cherchent juste un toit face aux dangers de la rue ».

## La Métropole invoque des raisons de sécurité

Interpellée à deux reprises en tant que vice-présidente de la Métropole, Béatrice de Montille (LR) ne se dérobe pas et se dit prête à se rendre sur place pour « voir la réalité vécue par ces familles et mesurer les con-

séquences humaines des sions prises ».

« La situation de la place de Milan ne date pas de quelques jours. Le sans-abrisme à Lyon est une ville humaine, nous sommes très sensibles à la situation de ces personnes », affirme-t-elle.

Selon l'élue, le dossier est confié à Claire Pouzin, vice-déléguée à l'offre de logement. « Je lui fais confiance pour mettre en œuvre des solutions concrètes. La décision concernant la place de Milan est difficile, mais elle est des problèmes d'insécurité, notamment en raison de faillances électriques du bâtiment. Pour ces raisons, n'est pas possible de laisser des personnes sur place. »

Ce n'est pas, ajoute-t-elle, une décision facile mais nécessaire.

● A.Du.

**BATTERIE ATTITUDE**

ÊTES-VOUS 100% SÛRS DE VOS BATTERIES ?

**Adoptez les bons réflexes pour vos batteries !**

Pour une utilisation plus sûre de vos batteries Lithium-ion, retrouvez tous nos conseils en ligne.

Conseils et infos :

[www.assurance-prevention.fr](http://www.assurance-prevention.fr)

**ASSURANCE PRÉVENTION**  
Ensemble agir, chaque jour prévenir